

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activité de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes Cedex

Valenciennes, le 28/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LACTALIS NESTLE ULTRA-FRAIS MARQUES

USINE DE CUINCY
341 RUE F ANICOT BP 507
59553 Cuincy

Références : 2025-V1-075
Code AIOT : 0007001044

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2025 dans l'établissement LACTALIS NESTLE ULTRA-FRAIS MARQUES implanté 341, rue François Anicot BP 507 59553 Cuincy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LACTALIS NESTLE ULTRA-FRAIS MARQUES
- 341, rue François Anicot BP 507 59553 Cuincy
- Code AIOT : 0007001044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société LACTALIS NESTLE ULTRA FRAIS MARQUES (LNUF MARQUES) exploite sur le site de Quincy une usine de fabrication de produits laitiers frais (yaourts, desserts...). La capacité de production autorisée pour le site est de 137 000 tonnes par an.

L'établissement est principalement soumis à autorisation au titre de la rubrique n° 3642-2 de la nomenclature des ICPE (traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux).

Les activités de l'usine de Quincy sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral du 29 mars 1999 modifié par les arrêtés des 27 mai 1999 (implantation d'une nouvelle ligne de cuisson de desserts et construction d'un atelier de desserts cuits) et 7 novembre 2006 (implantation de 2 nouveaux fours, d'une nouvelle ligne de fabrication, augmentation de la production et mise à jour de la liste des installations classées).

L'usine dispose également d'installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (tours aéroréfrigérantes ou TAR). Ces équipements, qui fonctionnent sous couvert de l'arrêté préfectoral du 29 mai 2001, permettent de refroidir les circuits d'ammoniac, les circuits de fluides frigorigènes, les compresseurs d'air, ou servent pour la climatisation du conditionnement de yaourts.

L'établissement est soumis à la Directive IED.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration d'accident ou incident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un épandage d'eau usée a eu lieu sur le site suite à l'obstruction d'un tuyau sur le réseau reliant le site à la station d'épuration. Cette obstruction a conduit à la montée en charge du réseau de l'usine qui a débordé et a conduit à épandre à l'extérieur de l'établissement les eaux à destination de la station d'épuration de Douai.

L'inspection n'a pas été prévenue avant la visite d'inspection dont le présent rapport rend compte.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'accident ou incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'accident ou incident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter

atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

À l'arrivée de l'inspection vers 10h30, il a été constaté, à l'extérieur de l'établissement, au niveau de la rue de l'Alouette (RGF93 : X : 702954.4 / Y : 7031282.7), des traces d'épandage d'effluents contenant du lait. Les traces indiquent que l'effluent provient de l'établissement LNUF. Plusieurs flaques d'eau de couleur blanchâtre, contenant des traces de matières grasses sont présentes, y compris en bordure de champs.

L'inspection s'est ensuite rendue sur site. Il a été constaté que des opérations de pompage étaient en cours de l'autre côté de la clôture où a été constaté l'épandage. Le représentant de l'exploitant a indiqué que ces opérations étaient réalisées suite au constat, le matin même, d'un débordement du réseau via un puisard au niveau de la limite de l'établissement. Le réseau qui a débordé comporte des eaux sanitaires et des eaux industrielles à destination de la station d'épuration urbaine de Douai. Ce débordement a été causé par l'obstruction du réseau qui lui même aurait été causé par des eaux sanitaires.

Lors de l'inspection, le réseau était de nouveau fonctionnel suite à un entretien par la société THEYS, qui était également en charge du pompage des effluents restants.

L'exploitant a indiqué avoir réalisé des prélèvements de l'effluent pompé pour s'assurer de sa qualité et déterminer la filière d'élimination, dans la mesure où cet effluent sera évacué comme déchet.

Demande n°1 : il est demandé à l'exploitant de transmettre les résultats des analyses réalisées sur l'effluent prélevé dès réception de ces résultats.

Demande n°2 : il est demandé à l'exploitant de transmettre le document de traçabilité de l'évacuation des déchets (Bordereau de Suivi de Déchet si le déchet est classé dangereux) dès qu'il sera disponible.

L'exploitant a indiqué qu'il procède régulièrement à l'entretien de cette partie du réseau et a minima annuellement. Il indique que cet entretien a été réalisé l'an dernier par la société THEYS.

Demande n°3 : il est demandé à l'exploitant de transmettre dans les meilleurs délais le rapport de la dernière intervention de la société THEYS sur la partie du réseau concernée, accompagné d'un plan général des réseaux véhiculant les effluents de l'établissement.

Aucune information de l'inspection des installations classées n'a été réalisée jusqu'à la visite d'inspection.

Fait avec suite n°1 : L'exploitant n'a pas informé dans les meilleurs délais l'inspection des installations classées de l'incident en cours sur son site alors que celui-ci a eu pour conséquence un épandage d'eaux souillées à l'extérieur de l'établissement.

Demande n°5 : il est demandé à l'exploitant de disposer d'une organisation robuste permettant de garantir une information de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

Demande n°4 : conformément aux dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'Environnement précité, il est demandé la remise par l'exploitant à l'inspection des installations classées d'un rapport d'incident sous 2 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois